

Il n'y avait plus qu'un seul journal à égorger... Par George Igler

écrit par George Igler | 22 janvier 2015



Que les media de notre continent se gaussent du concept d'islamisation alors que des tueurs en toute liberté dans les rues d'une ville européenne appliquent la Sharia à la pointe d'une Kalachnikov, semble inconcevable. Mais la presse européenne s'est bien éloignée de ce qu'elle était du temps de Zola et de l'affaire Dreyfus. **Aujourd'hui, et avec l'aide efficace d'Internet qui amplifie les fausses revendications, tout écrit, fût-ce un simple billet, est susceptible d'être considéré comme une provocation odieuse et délibérée.** Nous n'aurions pas dû avoir besoin des récents événements de Paris pour nous rappeler le sens exact de ces mots.

Après le carnage de la rue Appert, plutôt qu'un déluge de hashtags aussi ineptes qu'inutiles, il n'y a qu'une seule réponse possible : ne pas laisser l'indignation ou la violence nous éloigner des lumières de Spinoza, à savoir que dans un Etat libre, tout homme peut penser ce qu'il veut et dire ce qu'il pense. En faire moins serait faire un affront à un pays en deuil. Ceux qui ont été assassinés nous ont protégés bien davantage que les hommes politiques dont c'est le rôle.

Dans notre culture européenne, nous jouissions tous jusqu'à récemment de la liberté de parole qu'ont les Parlementaires, détenteurs de protection et d'immunité, par rapport aux pressions que nous subissons aujourd'hui. **Cette liberté, nous la devons à la fois à la victoire de l'Occident dans la Guerre Froide et à la liberté d'opinion dont nous avons héritée.** Aujourd'hui, elle est le privilège réservé à des hommes et des femmes qui ne l'utilisent pas pour défendre nos libertés et ce, alors que nous menons une politique d'immigration de millions d'adeptes d'une croyance dont les principes fondateurs – que cela plaise ou non – sont souvent en désaccord avec les libertés et les valeurs de notre Histoire si différente.

Parmi les nombreuses expressions attribuées à tort à Voltaire, l'une des plus célèbres affirme que pour savoir qui commande dans une société, il suffit de demander **qui il est interdit de critiquer.** Dans l'esprit de la Première République qui se mit en place après la mort de ce grand auteur, jusqu'à ce que les terroristes, eux-mêmes morts à présent, aillent de bureau en bureau appelant le nom des journalistes, les caricaturistes de *Charlie Hebdo* faisaient en sorte, avec courage, que personne, laïque ou religieux, ne

puisse commander aux citoyens en France.

Aussi, quand le peuple de Paris eut connaissance du massacre, c'est à la Place de la République qu'il choisit de riposter. Le 7 janvier au soir, une foule de 100 000 personnes se rassemblait sur la place au début du boulevard Voltaire, l'homme à qui l'Europe et le monde doivent l'idée qu'au cœur même de la notion de liberté religieuse repose la possibilité de la critiquer sans concession. De la statue de Marianne, symbole de l'attachement de la France à la liberté, grave et affligée, la foule s'est étirée dans l'Est de la ville, brandissant des crayons en signe de solidarité avec les caricaturistes assassinés.

Le dimanche suivant, la rue était le théâtre d'une marche républicaine et laïque, d'1,6 million de personnes, transformée en urgence en témoignage d'unité internationale **sous la conduite d'hommes politiques qui tous, à l'exception de Benjamin Netanyahu, ont contribué à rendre l'Europe moins sûre que depuis la Seconde Guerre Mondiale, lesquels politiques ayant passé les jours précédents à accuser leurs opposants de récupérer la tragédie**, se mirent au devant de la scène du deuil national. Ce n'est pas le cynisme de ce qu'on appelle aujourd'hui l'extrême-droite qui inquiète le plus ces dirigeants. Ne serait-ce pas plutôt la tendance grandissante qu'ont les événements à donner raison aux vieilles inquiétudes des partis alternatifs de l'Union européenne?

Incapables de résister au mouvement des dernières manifestations de protestation populaire, enkystés dans leur inertie devant les fondamentalistes islamiques, les leaders européens qui étaient présents Boulevard Voltaire

avaient tous l'air plus mal à l'aise les uns que les autres. **Agissant à l'encontre de l'intérêt supérieur des Nations européennes, ils ont poursuivi une idéologie utopique qui a supprimé les frontières alors que les pays musulmans tout proches étaient agités de conflits impulsés par des religieux et que les terroristes étaient en majorité des musulmans français.**

La chancelière Angela Merkel, commandante en chef de la politique d'ouverture des frontières européennes, dont les liens entre la Turquie et l'Allemagne sont la cause directe du climat de terreur, qui a condamné dans ses vœux du Nouvel An les manifestations spontanées contre le fondamentalisme islamique qui ont lieu dans son pays, était contrainte de se retrouver en première ligne de la plus importante manifestation en Europe à ce jour.

Le Premier ministre britannique David Cameron, à l'occasion des événements de Paris, devait affirmer le soutien indéfectible de son pays à la liberté d'expression alors qu'au 800ème anniversaire de la *Magna Carta*, il mène une campagne électorale dans laquelle il veut imposer des restrictions à la liberté d'expression jamais vues.

Et le Président Hollande qui, dans un pays où les Juifs sont attaqués si fréquemment que seule reste une fraction d'entre eux, a refusé l'année dernière d'interdire des manifestations ouvertement antisémites jusqu'à l'occupation triomphale de la même Place de la République, le 26 Juillet 2014 par de violents manifestants musulmans.

Toutefois, si les dirigeants européens ont été mis en contradiction avec leur ligne politique, les journaux européens, eux, sont restés fidèles à leur lâcheté. La rareté de la presse libre est facile à constater. Il ne restait qu'un seul hebdomadaire pour contrer le fondamentalisme islamique; avec la méthode non-violente qui caractérise les Fondamentalistes islamiques, il n'y eut donc qu'un journal à égorger.

Desservis par le *Hamburger Morgenpost* dont les locaux ont été victimes d'une explosion pendant le week-end suivant, les journaux européens dans leur ensemble auront répandu leur compassion envers les Musulmans et débattu pour savoir s'il fallait publier Mahomet pleurant à la une du journal caricaturé par les survivants du magazine satirique sept jours après le meurtre de leurs camarades.

La volonté manifeste qu'ont eu les journaux allemands de faire leur travail et de montrer à leurs lecteurs la couverture de *Charlie Hebdo* qui avait provoqué le carnage, n'est peut-être pas sans lien avec le soutien massif que connaît le mouvement de rues hebdomadaire PEGIDA, déclaré dangereux par l'ensemble de l'Establishment. Les journalistes allemands auront au moins évité de tomber dans un flot de sensiblerie qui s'est arrêté aux proches d'Ahmed Merabet, le policier musulman de 42 ans, exécuté de sang-froid d'une balle dans la tête et à qui on n'a pas jugé utile d'accorder les honneurs de la Une.

Dans les articles des journaux, spectateurs du conflit grandissant pour la liberté à qui ils doivent d'exister, la télépathie a remplacé la vérité. On nous a dit que les terroristes ne souhaitaient pas venger leur prophète

mais semer la discorde, ce qui supposerait que l'unité est possible entre des nations pour qui la liberté de conscience est sacrée et une communauté grandissante qui la condamne à mort; une infime minorité dans l'ensemble du monde islamique mais qui a aujourd'hui, à l'étranger au moins, la capacité de franchir les frontières, d'envahir d'autres pays, pratique le viol de masse et le génocide religieux, avec l'aide de milliers d'enfants nés Européens qui ont grandi et été éduqués dans des pays engagés dans une guerre contre la terreur.

Les principes de l'Islam qui punissent de mort la calomnie, la satire et l'humour, ne sont pas un mystère. Lors de son retour triomphant en janvier 642 sur son lieu de naissance, le premier acte du fondateur de l'Islam fut de faire exécuter 4 poètes, deux hommes et deux femmes. Ceux-ci avaient incité le peuple de la Mecque à se moquer de lui et s'étaient donc rendus coupables du crime de *fitna*. Risquant d'éloigner les Musulmans du chemin de la religion révélée par Mahomet, les poètes étaient non seulement assimilés à des idolâtres mais aussi à des persécuteurs, par l'humour, de ceux qui allaient les exécuter.

Leur raillerie était un crime plus grand que leur exécution, comme il l'est dit en 5 mots et 2 versets du livre sacré de l'Islam (Q2 :191/217). Sur le plan théologique, composer un poème satirique est une abomination car quiconque l'entend peut se mettre à douter de la religion et agonisera en Enfer pour l'éternité. Pour une culture européenne attachée depuis des siècles aux valeurs communes et progressistes du scepticisme rationnel, cela montre bien les raisons pour lesquelles les religions et le pouvoir politique essayent souvent de limiter la liberté d'expression : sa capacité d'offenser et de blesser ainsi que celle d'informer et de persuader.

C'est l'adhésion à ces 5 mots des deux versets cités précédemment qui fait de l'idolâtrie un crime pire que l'assassinat, qui sépare ce que l'on appelle aujourd'hui un Islamiste radical de quelqu'un qui ne veut pas les dénoncer, et d'un musulman modéré. L'idée que les Musulmans radicaux sont les plus nombreux en France, ou d'ailleurs partout dans le monde musulman, ne peut apparaître qu'à quelqu'un qui n'a jamais vécu dans ces pays. Malgré les problèmes et la montée de la violence depuis plus de deux ans, si la population musulmane est aussi importante en France, c'est qu'elle y est la mieux intégrée d'Europe, une situation que l'on doit à ses traditions laïques séculaires.

Mais si la classe politique et la presse appellent les Musulmans modérés à condamner les récents actes qui se sont produits, leurs vœux pieux ne doivent pas nous empêcher de voir plus longtemps qu'ils ne le font jamais de manière convaincante – voir la passion qu'a suscitée le conflit de Gaza par exemple – précisément parce que ces actes ont des origines religieuses. Dans l'Islam, l'éthique prend sa source dans l'exemple du prophète. Donc, demander à un musulman de condamner un acte qui imite Mahomet, c'est l'exposer aux dangereux *takfiri*, ces musulmans qui jugent que l'incroyance doit être combattue par la mort et sont prêts à le faire.

Nous devons comprendre que nous demandons de dénoncer une hérésie religieuse à des gens pour qui leur conduite pathologique est l'application stricte de la loi religieuse. Ces questions ne sont pas des vues de l'esprit. Ainsi, en 2013, la Grande-Bretagne a enfin découvert l'existence de bandes de violeurs d'enfants. 500 mosquées qui avaient été pressenties, ont refusé de condamner de tels actes. Le phénomène, qui s'était répandu dans tout le pays, a abouti à la création de la *English Defence League*, et cela, moins à cause des Musulmans eux-mêmes qu'en raison du silence

de la Police, des hommes politiques et de la presse qui ont refusé pendant vingt-cinq ans de sonner l'alarme.

Pour la survie de notre cohésion sociale, nous devons comprendre rapidement que la menace pour notre sécurité ne vient pas des croyances et du comportement des musulmans dans leur majorité, mais bien de l'attitude des autorités. Si nous en sommes là, c'est à cause du refus de voir que dans les pays européens, où la plupart des musulmans vivent en parfaite harmonie, certaines de leurs formes de piété sont pour nous des crimes. Contrairement à ce que font les media européens, l'apôtre d'Allah n'a jamais enseigné au peuple de La Mecque qu'interdire de critiquer l'Islam, c'était mettre fin à la Sharia plutôt que la commencer.

Le *Financial Times* soi-même pointait la culpabilité morale des victimes du 7 janvier, tout comme l'avait fait le *Time Magazine* lors de l'attentat contre *Charlie Hebdo* en 2011. Comme les attaques du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone ont révélé la façon dont l'Amérique concevait son rôle à l'international, de la même manière, l'attentat de Paris a révélé de manière aussi forte la façon dont la France se définit ainsi que les questions que pose pour notre avenir le climat grandissant de protestation en Europe.

Sans la contribution unique au développement humain qu'a apporté la Révolution Française, aujourd'hui notre conception de l'égalité des genres, le pluralisme et l'examen critique n'existerait pas. Les libertés d'opinion et d'expression que certains aujourd'hui s'acharnent à détruire, sont devenues au cours de la longue et tortueuse évolution de l'Europe de véritables havres de protection qui permettent à

l'humanité tout entière de goûter aux fruits de la modernité. Comment survivront-elles sur le continent qui les a vues naître quand les événements récents ont montré que ceux qui devraient dresser des barricades somnoient à leurs postes?

Les réponses de la presse européenne ont été identiques à celles du Canada après la fusillade d'Ottawa en novembre dernier où l'on demandait aux militaires de ne pas porter l'uniforme. Pour ne pas provoquer, nous nous interdisons de montrer qui nous sommes, nous nous devons de paraître moins européens, de parler moins librement et d'être moins le continent où l'on peut critiquer la religion. Petit à petit, les gouvernements sacrifient nos droits pour notre sécurité, juste en cas. Aujourd'hui, avec 10 000 hommes armés déployés dans Paris, on doit bien avouer que cette méthode éculée n'a pas marché.

George Iglar, analyste politique à Londres et directeur du *Discourse Institute*. Traduction **Monique Bousquet**.